



Déclaration liminaire à la F3SCT 79

Niort, le mardi 30 janvier 2024

Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale,

séance après séance de la F3SCT, la FSU/CGT éduc'action vous alerte sur les conditions de travail très dégradées des personnels de l'Éducation Nationale, l'école va mal, les personnels souffrent.

En premier lieu, la violence subie par les personnels est dévastatrice. « Citation d'un personnel : je me demande tous les jours avec la boule au ventre comment va se passer la journée. J'en tremble et j'en pleure, je ne sais plus quoi faire. Je suis impuissante. J'ai peur, pour les élèves ainsi que pour moi-même ». Ces quelques mots traduisent une réalité qui s'est incrustée dans le paysage éducatif, un climat scolaire détérioré où la santé des personnels est fortement atteinte avec des risques psycho-sociaux accrus. En effet de très nombreux RSST ne sont pas visées, voire reste sans réponses ou bien alors avec des réponses laconiques, ces méthodes de gouvernance ne participent pas à des actes de prévention en matière de santé et de sécurité, alors que c'est une obligation réglementaire pour l'employeur, ce sont des sources de démotivation pour les personnels.

En second lieu sur la question de l'inclusion, les personnels enseignant·e·s et AESH sont à un point de rupture, iellles ne reçoivent pas l'aide nécessaire pour accompagner les élèves en grande difficulté dans leur scolarité. Alors que le nombre croissant et les écrits des fiches RSST indiquent une véritable maltraitance des personnels et des élèves, ce n'est pas la création de PAS et d'ARE contre l'avis de la profession qui améliorera les conditions de travail des personnels, projet par ailleurs censuré par le Conseil Constitutionnel. Madame la DASEN, la FSU vous a contacté avec le dépôt d'une alerte sociale, elle a souligné l'extrême urgence de donner les moyens à « l'école inclusive » pour le bien-être de tous les acteurs du système éducatif : allègement des effectifs, moyens humains supplémentaires, reconstitution des réseaux d'aides, places en établissements spécialisés, véritable statut pour les AESH, formation, accompagnement des équipes ... »

Le projet de modification de la classe de terminale bac pro est emblématique des arbitrages actuels, il va dégrader la qualité des enseignements et les conditions de travail des professeur·e·s en lycées professionnels ! Iells ont très largement manifesté l'opposition à ce projet, alors que l'élévation du niveau de tous les élèves reposent sur différents leviers (savoirs fondamentaux, place des devoirs, personnalisation du suivi pédagogique,....). Comment est-il possible d'élever le niveau des élèves avec moins d'école, moins d'enseignant·e·s, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ? Cette réforme menée dans la précipitation est à rebours des enjeux éducatifs, elle marque l'impréparation et la parodie de dialogue social.

Quant aux annonces ministérielles faites suite à la publication des résultats PISA, elles illustrent une parfaite méconnaissance des travaux de recherche et reflètent bien le projet libéral de l'école publique, pourtant lieu qui devrait réduire les inégalités. Les mesures annoncées vont bien au contraire accentuer les inégalités et le tri social. Elles révèlent de nouveau le profond mépris envers les enseignant·e·s qui ne sont plus considéré·e·s comme des expert·e·s en leur imposant des manuels et une méthode dans le premier degré. Les mesures concernant le collège (groupes de niveaux, parcours spécifiques dès la 6^{ème}...) sont dangereuses car elles dessinent les contours d'une école de l'assignation sociale et désorganisent le service public d'éducation au collège en rendant impossible son fonctionnement. Cette année encore, les crédits alloués à l'école privée

augmentent plus vite que ceux de l'école publique, pour le département le soutien à l'investissement dans les collèges privés est en hausse notable avec 280.000 euros, la somme a été multipliée par plus de trois, alors que le soutien à l'investissement des collèges privés n'est pas une dépense obligatoire. Puis récemment la nouvelle ministre de l'école privée a fait un éloge vibrant de l'école confessionnelle privée tout en dénigrant l'école publique et ses personnels. Dans le contexte actuel de grave crise démocratique et économique, ces actes vont contribuer à aggraver et à nourrir les fractures sociétales ainsi qu'à renforcer la ségrégation sociale à l'intérieur même des établissements : moins de service public et plus d'écoles privées financièrement onéreuses.

Pour les personnels non enseignants, les conditions de travail ont également empiré, la sous administration est devenue chronique et ces personnels sont confrontés à une augmentation significative de leur charge de travail entre nouvelles applications (Op@le, RenoirH, LIEN...) et missions Ressources Humaine en augmentation. Aucun emploi en renfort n'est pourtant prévu pour ces missions-là en 2024.

Plus globalement, un investissement massif dans tous les services publics est impératif pour le bien de tous, mais cela est bien loin des objectifs budgétaires de stabilité du nombre d'emplois publics. Il faudrait au contraire recruter dans tous les métiers de l'Éducation Nationale, mais le gouvernement fait un autre choix avec le vote de la loi de finance qui supprime 2500 postes d'enseignant·e·s pour la rentrée scolaire 2024. Puis le Ministre Gabriel Attal annonce recruter plus de profs de maths et de français : Qu'en sera-t-il pour la rentrée scolaire prochaine ? Pour le 1^{er} degré dans le département, c'est entériné, l'addition sera salée ! Suppression de 26 postes en continuité avec les politiques menées par le gouvernement qui réduisent le nombre d'heures de cours, installent durablement les classes surchargées, ferment des classes, dégradent les conditions d'étude des élèves, nuisent à leurs apprentissages comme aux conditions de travail des enseignant·e·s. La paupérisation de l'école publique se poursuit avec la mise en place d'une politique libérale inégalitaire. La ministre à mi-temps EN et mi-temps Jeunesse-Sport-JO sous la tutelle de l'Élysée et de Matignon a bien été nommée pour poursuivre ces politiques d'austérité et de tri social !

Que dire encore cette année des départs à la retraite, des congés maternité ou maladie non remplacés pendant plusieurs semaines, le choc d'attractivité n'a pas eu lieu ! Par contre le déclassement salarial se poursuit après 12 ans du gel du point d'indice et ce n'est pas l'augmentation de 5 points d'indice qui inversera la tendance avec une inflation à deux chiffres sur les produits alimentaires et l'énergie. Le train du libéralisme avec ses dogmes et la mise en place de politiques libérales maltraitantes pour les personnels continue sa course folle dans l'Éducation Nationale en poursuivant son affaiblissement et les missions du service public qui lui sont confiées.

La FSU rappelle donc la force du projet scolaire de l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire : accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun, respecter et participer à une véritable liberté de conscience notamment par la construction de l'esprit critique autour de savoirs scientifiquement validés. **La FSU/CGT éduc'action appelle tous les personnels à se mobiliser le jeudi 1^{er} février 2024.**

La FSU/CGT éduc'action rappelle de nouveau à l'employeur, que les conditions de travail ne doivent pas porter atteinte à l'intégrité physique ni mentale des personnels. C'est pourquoi, Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale, les représentants de la FSU/CGT éduc'action, vous rappellent à vos obligations réglementaires de protéger la santé des personnels et d'assurer leur sécurité.